

## "Nous ne laisserons pas le maire d'extrême droite s'attaquer à nos libertés syndicales et associatives", dans

Dans une tribune, les représentants nationaux des syndicats – CGT, CFDT, Solidaires, la FSU, l'Unsa ainsi que l'association la Ligue des droits de l'homme – demandent au maire Rassemblement national de Carcassonne, Christophe Barthès, "de renoncer au projet visant les organisations syndicales de l'Aude, de revoir sa position concernant l'hébergement et le subventionnement de la Ligue des droits de l'homme".

Lors du dernier conseil municipal, le 30 mars 2026, le maire Rassemblement national de Carcassonne, Christophe Barthès, a annoncé mettre fin de la mise à disposition de locaux pour les organisations syndicales en repréailles à la participation la veille à une manifestation contre l'extrême droite organisée par un collectif de jeunes, Nous Carcassonne.

Dans une tribune adressée à l'édile du chef-lieu audois, les représentants nationaux des syndicats – CGT, CFDT, Solidaires, la FSU, l'Unsa ainsi que l'association la Ligue des droits de l'Homme – affirment que *"cette décision, qui consiste à vouloir effacer le rôle du syndicalisme dans l'histoire du département et qui intervient après le retrait des subventions de la Ligue des droits de l'Homme et après avoir dénoncé un contrat dont bénéficiait la presse indépendante, est une attaque contre les organisations de la société civile et contre les travailleurs et les travailleuses"*.

Et de confier : *"En s'attaquant ainsi aux organisations syndicales, aux associations de défense des droits et des libertés, la mairie RN affiche clairement son ambition : exiger l'allégeance à ses idées au détriment de l'intérêt général, s'en prendre aux droits de toutes et tous et annihiler toute opposition. Le message, à un an des élections présidentielles, est tout aussi limpide : la mairie de Carcassonne sera le laboratoire de la politique antisociale de l'extrême droite, avec une doctrine claire : fort avec les faibles et faible avec les puissants."*

*Nos organisations syndicales et associatives sont les remparts indispensables pour la défense des droits de toutes et tous*

Les signataires de cette tribune, en l'occurrence Sophie Binet secrétaire générale de la CGT, Marylise Léon secrétaire générale de la CFDT, Caroline Chevé secrétaire nationale de la FSU, Murielle Guilbert et Julie Ferrua codéliguées de Solidaires, Laurent Escure secrétaire général de l'Unsa et Nathalie Tehio présidente de la LDH, affirment *"qu'affaiblir nos organisations, mettre en œuvre des stratégies pour les faire disparaître ou tenter de museler leur expression, c'est une attaque directe contre les droits et les libertés, l'État de droit et les fondements de notre démocratie, que nous ne pouvons accepter"*.

*Avant de conclure : "Nos organisations, au niveau national, réaffirment leur total soutien aux organisations locales visées par la politique autoritaire du maire de Carcassonne. Nous demandons solennellement à Monsieur le maire, de renoncer au projet concernant les organisations syndicales de l'Aude, de revoir sa position concernant l'hébergement et le subventionnement de la Ligue des Droits de l'Homme."*

Pour rappel, un premier rassemblement est organisé ce mercredi 13 mai 2026 devant la Bourse du travail à Carcassonne, à partir de 11 heures, en présence de l'ensemble des syndicats même ceux qui ne sont pas concernés par l'annonce du premier magistrat d'extrême droite.

À noter également qu'une pétition a été mise en ligne par la CGT rassemblant plus de 9 700 signataires.

*par Leo Couffin*

